



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 septembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Eric LE FEVRE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 22 septembre 2025

M_DL250922_137

HABITAT - SUBVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT AUPRÈS DU BAILLEUR SOCIAL HABITAT 76 - PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU CENTRE COMMERCIAL DE LA BELLE ÉTOILE SINISTRÉ - AUTORISATION - SIGNATURE

M. Aurélien LECACHEUR, Conseiller Municipal délégué - Le promoteur JMP Expansion porte le projet de requalification de l'ancien Centre Commercial sinistré de la Belle Étoile. La société JMP Expansion, s'est adjoint les services de la société KAPAWEST pour la commercialisation et les travaux de construction. La société KAPAWEST a donc obtenu un permis de construire pour la réalisation de 55 logements le 22 novembre 2023.

A ce jour, cette autorisation d'urbanisme est purgée de tout recours. Les promoteurs ont précommercialisé l'opération et contractualisent les engagements fonciers, acquisitions, auprès des co-propriétaires du Centre Commercial et des collectivités que sont la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et la Ville de Montivilliers.

Ce programme se décompose de la façon suivante :

- « Bâtiment A » 24 logements ;
- « Bâtiment B » 19 logements ;
- « Bâtiment C » 12 logements.

Le Bailleur Social Habitat 76, Établissement public local à caractère industriel ou commercial, a montré son intérêt aux promoteurs et va faire l'acquisition, en VEFA, du bâtiment A composé de 11 logements PLUS, 6 logements PLAI et 7 logements PLS.

La Ville de Montivilliers ayant été informée de ce projet et constatant une forte demande d'attribution de logements sociaux qu'elle ne peut honorer malgré les réservations dont elle dispose, la Ville a proposé au bailleur d'étudier la réservation de nouveaux logements de type T2 dans le cadre de cette opération moyennant une subvention communale.

Etant donné le caractère social et inclusif de la proposition du Bailleur Social, la Ville s'engage à aider le bailleur via une subvention s'élevant à 4 600 € par logements, soit 110 400 €, et obtiendra en contrepartie la réservation de 8 logements de type T2.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de la construction et de l'habitation ; notamment ses articles L.411-2 et R.441-5 ;

VU le Budget Principal 2025

VU le courrier de proposition de partenariat envoyé au bailleur social le 22 juillet 2025 ;

VU la réponse du bailleur social en date du 25 juillet 2025 ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécourcs citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecourcs.fr

CONSIDÉRANT

- La proposition du bailleur social de réaliser 24 logements sociaux composés de 11 logements PLUS, 6 logements PLAI et 7 logements PLS ;
- Que le bailleur social est un Établissement public local à caractère industriel ou commercial
- La contrepartie pour la Ville consistant à être réservataire de 8 logements de type T2

Sa commission municipale « Attractivité du Territoire et Urbanisme » réunie le 18 septembre 2025, consultée

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'attribuer et verser une subvention d'équipement au bailleur social Habitat 76 d'un montant maximum de 110 400 euros pour la réalisation de 24 logements sociaux composés de 11 logements PLUS, 6 logements PLAI et 7 logements PLS ;
- D'accepter la contrepartie équivalant à la réservation de 8 logements de type T2 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention dûment annexée ainsi que tous les documents se rapportant à la subvention.

Imputation budgétaire

Exercice

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 204182

Montant de la dépense : 110 400 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr